

IN IN Conférence « in » (matin/après-midi)

OFF OFF Conférence « off » (matin/après-midi)

▶ ▶ Conférence filmée en direct (matin/après-midi)

MARDI 6 NOVEMBRE

matin



Séance d'ouverture des Jéco 2018

Jérôme Ballet, Membre du Directoire en charge du Pôle Finances et Opérations, Caisse d'épargne Rhône-Alpes ♦ **Fouziya Bouzerda**, 2^e vice-présidente de la Métropole, en charge de l'économie et l'insertion et 8^{ème} adjointe au maire de Lyon ♦ **Pascal Le Merrer**, Directeur Général des Journées de l'Économie ♦ **Sheherazade Semsar-de Boissésou**, Directeur General, Politico Europe et Grand Témoin 2018 ♦ **Marc-Olivier Strauss-Kahn**, Directeur général et Conseiller spécial du Gouverneur de la Banque de France ♦ **Laurent Wauquiez**, **Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes-Auvergne, ou son représentant**

Mardi 6 novembre ♦ 10h00 > 11h00

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

matin



Une crise grave est encore possible

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ♦ **Claudio Borio**, Directeur du département de l'économie et de la monnaie, Banque des règlements internationaux ♦ **Robert Ophèle**, Président de l'AMF ♦ **Odile Renaud-Basso**, Directrice générale du Trésor ♦ **Sheherazade Semsar-de Boissésou**, Directeur General, POLITICO Europe et Grand Témoin 2018 ♦ **Modérateur : François Lenglet**, TF1 et LCI

La stabilité financière du monde est-elle meilleure qu'il y a dix ans ? Les banques ont été régulées mais qu'en est-il du reste de la finance ? Quel a été le rôle des Banques Centrales ? Les leçons de la crise de 2008 et de toutes les crises financières du passé ont-elles été tirées ? Que nous apprend l'histoire des faits et de la pensée économique sur l'origine des crises financières ?

Mardi 6 novembre ♦ 11h00 > 13h00

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



La guerre commerciale est déclarée

Édouard Bourcieu, Conseiller commercial et Chef adjoint de la Représentation ff de la Commission européenne à Paris ♦ **Sébastien Jean**, Directeur du CEPII ♦ **Jean-Baptiste Lemoyne**, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ♦ **Elsa Pilichowski**, OCDE ♦ **Modérateur : Christian Ménanteau**, RTL

Comme il l'avait promis, Donald Trump a engagé son pays dans la voie du protectionnisme tous azimuts. Remettant en cause des accords de libre-échange tels que le KORUS entre la Corée du sud et les États-Unis, l'ALENA avec le Canada et le Mexique, menaçant l'OMC en bloquant la nomination de nouveaux membres de l'Office de Règlement des Différends (ORD) pour remplacer ceux qui ont fini leur mandat. Par ailleurs, au nom de la sécurité nationale, il impose unilatéralement des

tarifs élevés sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de la Corée, du Japon et de l'Union européenne entre autres. Enfin il envisage de nouvelles mesures drastiques pour réduire les déficits qu'il juge excessifs avec la Chine, le Japon et l'Allemagne notamment.

Quelle sera l'efficacité de telles mesures pour l'économie américaine ?

Quelles conséquences pour les pays visés ?

Quelle sera la riposte des différents pays, risque-t-on d'entrer dans un processus d'escalade protectionniste ?

Dans ces conditions, dans quelle mesure la réforme de l'OMC est-elle possible et quel serait son objectif ? Dans quelle mesure peut-on l'adapter pour y inclure de nouvelles règles concernant notamment la protection de la propriété intellectuelle ?

Mardi 6 novembre ♦ 15h00 > 16h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



Les Jéco entrent en classe

Éric Chardoillet, PDG de First Finance ♦ **Isabelle Grenier Luong**, Chargée de développement Collectivité Territoriale, Groupe SODEXO ♦ **Laurent Morestain**, Secrétaire Général du groupe Randstad France ♦ **Modérateur : Beatrice Couairon**, Institut de l'entreprise

« Évolution des métiers et des compétences avec le numérique : des clés pour accompagner les jeunes dans la construction de leur parcours ».

L'objectif est d'échanger avec ces élèves sur l'évolution des métiers et des compétences avec le numérique notamment dans deux secteurs d'activité pour aider les jeunes à se projeter positivement et construire leur parcours.

Public : élèves de Première et Terminale ES

Mardi 6 novembre ♦ 14h00 > 16h00

Lycée Lacassagne, 93 rue Antoine Charial, Lyon 3

Tram T3, T4 arrêt Part-Dieu

après-midi



Les mégaprojets : malédiction pour les finances publiques ou aubaines économiques ?

Marc Ivaldi, Directeur d'Études EHESS, Toulouse School of Economics ♦ **Christophe Midler**, Directeur de recherche CNRS au Centre de Recherche en Gestion – I3, professeur de management de l'innovation à l'École polytechnique ♦ **Jean-Claude Prager**, Directeur des études économiques de la Société du Grand Paris ♦ **Nicolas Steinmann**, Responsable équipements de traction/caténaire, AlpTransit Gotthard ♦ **Patrick Vandevoorde**, Président du conseil scientifique de la ligne 3 du métro de Toulouse ♦ **Tom Worsley**, Visiting Research Fellow in Transport Policy, Institute for Transport Studies (University of Leeds)

Les mégaprojets de transport divisent l'opinion, au moment de les décider, et, souvent, bien après leurs réalisations. Leurs partisans visionnaires aiment ces rêves de grandeur, et leurs détracteurs, défenseurs de petites améliorations de leur vie quotidienne, vite rangés sous l'étiquette de malthusiens, les qualifient d'une manière péjorative de pharaoniques et de danseuses pour les finances publiques, et leurs bénéfiques, bien réels, sont difficiles à apprécier. Et leur réalisation est toujours un défi managérial par l'ampleur des risques et la complexité des problèmes posés.

Ce débat permettra de faire le point sur ces questions en s'appuyant sur le meilleur de la connaissance scientifique actuelle sur le sujet, et à la lumière de l'expérience des plus importants projets européens de ces dernières années, Cross Rail à Londres, Le Tunnel du Saint Gothard, les lignes de métro automatiques de Toulouse, et le Grand Paris Express.

Mardi 6 novembre ♦ 15h00 > 16h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

après-midi



Peut-on, doit-on réguler la lutte contre la désinformation ?

Emmanuel Cugny, Chroniqueur, éditorialiste économique à France Info ; Président de l'AJef • **Françoise Benhamou**, Professeur de sciences économiques (Université de Paris 13) • **Samuel Laurent**, Responsable de l'équipe des décodeurs du journal Le Monde • **Ioana Manolescu**, Directeur de Recherche à l'Institut National de Recherche en Informatique et Automatique, et professeure chargée de cours à l'École Polytechnique • **Cécile Paoli**, Professeur-documentaliste au collège Jean Lurçat à Achères • **Guillaume Roty**, Chef du service presse & média et porte-parole de la Représentation en France de la Commission européenne

Les bienfaits et les pièges d'internet et des réseaux sociaux ne cessent d'alimenter la polémique. Comment éviter que les doutes des « fake news » et de la désinformation n'aggravent les méconnaissances, le complotisme et les manipulations de toutes sortes, au détriment de la démocratie?

Au-delà de nouveaux outils, de nouveaux métiers et d'un effort de formation sur l'utilisation du numérique, faut-il envisager, dans un monde virtuel sans frontières, de recourir à des contraintes légales ou à de simples codes de bonnes pratiques ? Législation française en période électorale, propositions de la Commission européenne pour lutter contre la désinformation tout en respectant la liberté d'expression et la pluralité des médias... Le débat ne cesse d'évoluer alors que les opinions publiques sont souvent perdues face à une « infobésité » croissante.

Mardi 6 novembre • 15h00 > 16h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

après-midi



Voiture autonome et mobilités urbaines ?

Fouziya Bouzerda, 2^e vice-présidente de la Métropole, en charge de l'économie et l'insertion et 8^{ème} adjointe au maire de Lyon • **Jean Coldefy**, Expert indépendant et chargé de mission mobilité numérique • **Sylvie Landriève**, Présidente du Forum Vies mobiles • **Benjamin Nieuwland**, Consultant • **David Weill**, Vice-Président Marketing et Business Development de Faurecia Interiors • **Modérateur : Antoine Reverchon**, Le Monde

La « voiture autonome » nous est promise pour 2030 ou 2050 comme une solution évidente aux problèmes de pollution de l'air, de saturation des villes et de sécurité des personnes. Constructeurs automobiles, start-up, ingénieurs, élus locaux s'alignent sur cet objectif pour investir, réfléchir, décider, faire pression auprès des législateurs et des régulateurs pour lever les obstacles juridiques, réglementaires, assurantiels, au déploiement de cette nouvelle « révolution de la mobilité ». Et si on s'arrêtait pour réfléchir ?

Mardi 6 novembre • 15h00 > 16h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

après-midi



L'odyssée des €spèces

Emmanuelle Assouan, Directrice de la Direction des Systèmes de paiement et des Infrastructures de marché, au sein de la Direction Générale de la Stabilité financière et des Opérations de la Banque de France • **Catherine Distler**, Monnaie de Paris • **Lionel Rochet**, Correspondant régional de Finances & Pédagogie • **Modérateur : François Lenglet**, TF1 et LCI

Le Billet de Banque existera-t-il encore dans 10 ans ? L'incroyable période d'innovation technologique et numérique que nos sociétés connaissent à travers le monde, bouleversant objets et usages, a-t-elle signé l'arrêt de mort de la vénérable monnaie-papier et de ses utilisations ? La Banque de France, au cœur du système européen d'émission de billets de la Zone Euro, et industriel « public » reconnu dans le secteur mondial de la production de billets propose d'en débattre. Autour de la table, des experts français et européens apporteront leur point de vue sur l'avenir du billet de banque en commentant notamment ses

évolutions, récentes et historiques.

Afin de placer ce débat dans une perspective concrète d'avenir, ce dernier sera rythmé par des témoignages de lycéens qui éclaireront sur le rapport quotidien à l'argent liquide des adultes de demain et les questions qu'ils se posent dès aujourd'hui sur le devenir du billet de banque.

Mardi 6 novembre ♦ 15h00 > 16h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

après-midi



Faut-il s'inquiéter des États-Unis ?

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ♦ **Pierre-André de Chalendar**, Président-Directeur Général Saint-Gobain ♦ **Anne-Laure Delatte**, Directrice adjointe du CEPII ♦ **Matthias Fekl**, Avocat au Barreau de Paris, KGA Avocats ♦ **Pierre Jaillet**, Chercheur associé à l'IRIS ♦ **Dominique Moisi**, Conseiller spécial Géopolitique, Institut Montaigne ♦ **Florence Pisani**, Directrice de la recherche économique, Candriam ♦
Modérateur : Jean-Paul Chapel, France 2

Les États-Unis peuvent inquiéter pour deux raisons : la rupture par rapport aux politiques antérieures et coordonnées internationalement qui concernent le climat, le libre-échange, les taux de change ; la situation économique domestique, avec à nouveau déséquilibres financiers, avec le recul du taux de participation, les difficultés de la classe moyenne, les inégalités... Ces inquiétudes sont-elles pertinentes ? L'économie mondiale peut-elle être déstabilisée par les États-Unis ?

Mardi 6 novembre ♦ 17h00 > 18h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



Les métropoles modernes : succès urbain, échec humain ?

Catherine Feuillet, Consule de France à Montréal ♦ **Gérald Fillion**, Journaliste économique à Radio Canada ♦ **Philippe Frémeaux**, Délégué Général de l'Idies ♦ **Félix Gravel**, Directeur de cabinet de l'arrondissement de Ville-Marie pour la Mairesse de Montréal Valérie Plante ♦ **Cyril Kretzschmar**, consultant senior en entrepreneuriat solidaire et en organisation, Coopérative OXALIS ♦ **Stéphane Lavoie**, Directeur de la TOHU, maison du cirque et gestionnaire du parc urbain Saint Michel, Montréal ♦ **Marguerite Mendell**, Enseignante-chercheuse, directrice de l'équipe de recherche sur l'économie sociale de l'Université Concordia, Montréal ♦ **Gilles Pillon**, Conseiller membre de la Commission Permanente Mobilisation des entreprises pour l'insertion et l'emploi, Métropole de Lyon ♦ **Agnès Thouvenot**, Adjointe au maire de Villeurbanne en charge de l'emploi et l'insertion et de l'économie sociale et solidaire ♦ **Cédric Van Styvendael**, Directeur général d'Est Métropole Habitat ♦ **Modérateur : Isabelle Chenevez**, OXALIS

Les métropoles représentent aujourd'hui le cadre de vie de plus de 2 milliard d'habitants. Elles attirent l'essentiel des capitaux et des projets humains, les investissements majeurs, les principales migrations comme les plus gros flux de tourisme, et se trouvent confrontés à des enjeux essentiels pour notre humanité comme pour notre planète. Elles sont le théâtre autant que le levier de la réussite ou de l'échec des politiques de la mobilité, de l'environnement, de la santé et de l'alimentation, et bien sûr du logement, de l'emploi ! Elles sont depuis 50 ans en croissance exponentielle.

Ces grands ensembles urbains du nord comme du sud, d'Eurasie comme des Amériques, visent à incarner le plus souvent la réussite économique de nos nations : urbanisme audacieux et galopant, infrastructures de déplacement se targuant d'être les plus rapides, places de marchés financiers les plus actives... Sur la base de ces critères, combien de maires/présidents des métropoles ne cherchent-ils pas à se hisser dans le « top ten » continental ou mondial des grandes villes : être la plus riche, la

plus connectée, la plus entreprenante, la plus smart...

Pourtant, ces espaces concentrent aujourd'hui des problèmes sociaux de plus en plus lourds et complexes : crise du mal-logement, pollution massive de l'air, saturation du trafic automobile, réseaux d'eau et de propreté dépassés, inefficacité énergétique du bâti et des activités industrielles, ségrégations urbaines concentrant et exacerbant les différences de richesse, difficultés croissantes d'accès à un emploi digne et décent, recrudescence de violences urbaines... Le projet social des métropoles est-il aujourd'hui sur la voie de l'échec ?

À la recherche d'un optimum socio-économique, de nombreux projets urbains tentent néanmoins de tenir les différents fils du développement humain. La métropolisation n'est pas nécessairement une catastrophe sociale quant les politiques publiques et les initiatives privées savent croiser économie et développement social, activités professionnelles et autonomisation personnelle, écologie et culture, performances urbaines et logement pour tous. Sur l'île de Montréal et notamment dans le quartier Saint-Michel, comme dans l'agglomération lyonnaise à Villeurbanne Saint Jean, des pratiques se développent, que la conférence du 6 novembre pourra mettre en confrontation.

À Montréal, 11h-12h30, hall d'honneur, la TOHU, avec Catherine Feuillet ; Stéphane Lavoie ; Marguerite Mendell et Cyril Kretzschmar
À Lyon, 17h-18h30, salle des Assemblées de l'Hôtel de Région Auvergne Rhône-Alpes avec Agnès Thouvenot ; Cédric Van Styvendael ; Gilles Pillon et Philippe Frémeaux Journaliste économique.

Modérateurs : Gérald Fillion Journaliste économique à Radio Canada, depuis Montréal et Isabelle Chenevez Consultante, coopérative OXALIS, depuis Lyon

Mardi 6 novembre ♦ 17h00 > 18h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

après-midi



La révolution blockchain

Nicolas Barbaroux, Maître de conférence en Économie, Université Jean Monnet & GATE Lyon Saint-Étienne ♦ **Richard Baron**, Maître de conférence en Informatique, Université Jean Monnet & GATE Lyon Saint-Étienne ♦ **Vincent Bignon**, Conseiller du directeur général des études et des relations internationales de la Banque de France ♦ **Amélie Favreau**, Maître de conférence en Droit privé, Université de Grenoble ♦ **Sam Guillaume**, Co-fondateur de Twin Peek, start-up incubée au B612 ♦
Modérateur : Stéphane Marchand, Pour l'éco

Les « monnaies virtuelles », définies par la Banque de France comme des « unités de compte virtuelles stockées sur un support électronique permettant à une communauté d'utilisateurs d'échanger entre eux des biens et des services sans avoir à recourir à la monnaie légale » ont suscité récemment autant d'enthousiasme que de craintes. Les monnaies virtuelles participent à l'émergence d'une nouvelle économie digitale où l'ensemble des transactions marchandes pourra se réaliser sans intervention des banques ou de n'importe quel autre tiers de confiance. Cependant, force est de reconnaître que la technologie blockchain sous-jacente à l'émission de ces nouvelles formes de monnaies demeure encore aujourd'hui opaque pour le grand public.

Pour y voir plus clair, les regards croisés des juristes, informaticiens et économistes seront utiles afin d'appréhender au mieux les changements structurels apportés par cette technologie. Les intervenants de cette session auront ainsi à cœur d'expliquer tout à la fois les mécanismes ainsi que les challenges que les monnaies virtuelles adressent pour la stabilité du système monétaire et financier.

Mardi 6 novembre ♦ 17h00 > 18h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

après-midi



Transitions énergétiques, transitions numériques, transitions sociétales

Président : Isabelle Laudier, Responsable de l'Institut CDC pour la Recherche, Caisse des Dépôts ♦ **Guillaume Duval**, Membre du CESE, éditorialiste à Alternatives Economiques ♦ **Frank Hovorka**, Président de P2E ♦ **Servan Le Guern**, Directeur territorial, GRDF ♦ **Bernard Lemoult**, Directeur de recherche à IMT Atlantique, directeur du Collège des transitions sociétales

Les enjeux énergétiques, écologiques et numériques constituent des vecteurs transversaux de mutations qui obligent à penser différemment les projets dans les territoires. Il y a bien sûr des enjeux d'innovation, notamment technologique, mais il apparaît de plus en plus clairement que les réponses à apporter à ces défis, environnementaux notamment, feront appel à des mutations plus profondes que l'on peut qualifier de sociétales. Atteindre des objectifs de résilience dans les territoires passe par une plus grande participation des acteurs, des habitants et par la capacité à coopérer et co-construire de façon collective les projets. Les acteurs économiques s'insèrent également dans cette nouvelle donne, au-delà des questions technologiques, avec de nouvelles offres plus servicielles, ou des modèles économiques à redéfinir, en lien avec les acteurs des territoires, au sein des écosystèmes locaux. Cette session vise à discuter de ces enjeux de transitions sociétales, sur le plan de la gouvernance territoriale, ou du point de vue de secteurs comme l'immobilier ou l'énergie. Elle posera enfin la question des enjeux de compétences et de formation pour emmener l'ensemble des parties prenantes vers ces nouveaux modes de faire.

Mardi 6 novembre ♦ 17h00 > 18h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

après-midi



Nouvelles recherches sur Marx

Pauline Clochec, ATER à l'ENS de Lyon ♦ **Gilbert Faccarello**, Professeur d'économie à l'Université Panthéon-Assas ♦ **Heinz Kurz**, Professeur émérite à l'Université de Graz, Autriche ♦ **Regina Roth**, Membre de l'Académie des Sciences de Berlin-Brandenburg, Berlin, Allemagne

Cette session est organisée à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Marx (1818-1883) dont les écrits n'ont pas cessé de susciter la polémique depuis leurs publications. Après plus d'un siècle et demi de controverses, notamment autour de son œuvre majeure, « Le Capital », que peut-on encore dire aujourd'hui ?

Il est un fait frappant : la nature des débats autour de Marx a toujours dépendu de la disponibilité de ses œuvres, à la fois en versions originales et en traductions, et l'histoire de la publication de ces textes est mouvementée. Aujourd'hui, cependant, on possède pour la première fois une édition scientifique fiable, presque achevée, de l'ensemble des textes, publiés en leur temps ou bien restés sous forme de (très nombreux) manuscrits. C'est la nouvelle MEGA (Marx Engels Gesamtausgabe), ou MEGA2, qui comporte plusieurs dizaines de volumes. Aucune recherche sur Marx ne peut l'ignorer aujourd'hui.

La publication de cette MEGA provoque une importante révision des interprétations de Marx. Deux axes sont ici privilégiés : les répercussions de la nouvelle MEGA sur l'interprétation de l'économie politique de Marx, exprimée notamment dans « Le Capital », et le renouveau des études sur le Jeune Marx, avec une meilleure appréhension de ses dimensions philosophiques.

Après une brève présentation des enjeux de cette session par Gilbert Faccarello, Regina Roth présentera la nouvelle MEGA et ses enjeux. Heinz Kurz traitera ensuite du Capital après la MEGA, et Pauline Clochec abordera le renouveau des recherches sur le Jeune Marx.

Au moins une intervention sera en langue anglaise.

Les présentations 'powerpoint' seront en français.

Mardi 6 novembre ♦ 17h00 > 18h30

Hôtel de Ville Atrium, Place des Terreaux, Lyon 1

Métro A et C arrêt Hôtel de Ville

Bus C3, C5, C13, C14, C18 arrêt Hôtel de Ville

après-midi



Les RH, ressource stratégique au cœur de la transformation digitale (SEPL)

Marie-Christine Chalus-Sauvannet, Présidente de la SEPL • **Marie-Pierre Fleury**, Directrice de l'Organisation et des Relations Humaines, Geolid • **Nathalie Lamoureux**, Directrice des Ressources Humaines Pôle de Santé Lyon et Hôpital privé Jean Mermoz • **Nicolas Millet**, Vice-Président de la SEPL

Il ne s'agit pas, aujourd'hui, d'un simple changement (= adaptation) mais d'une métamorphose (= refondation) qui exige de penser avec de nouveaux concepts et d'agir avec de nouvelles attitudes et de nouveaux outils managériaux. Ceux qui pensent pouvoir se contenter d'une simple adaptation vont au-devant de graves désillusions.

La conférence abordera 4 enjeux spécifiques à cette métamorphose :

- Se préparer à passer de l'économie des collaborateurs à l'économie collaborative : un nécessaire alignement des fonctionnalités de l'entreprise entre la stratégie et le management ; la bipolarisation du marché de l'emploi et des compétences ? La fin de l'entreprise taylorienne et la généralisation de l'entreprise libérée ? Le contrat commercial plus que le contrat de travail (l'explosion du travail indépendant) ?
- Accueillir la « Net génération » hyper-connectée, hyper-mobilisée (vs intégrée), hyper-émancipée ;
- Entrer dans un emploi plus que dans un poste : les compétences attendues (classement WEF), mixer vie professionnelle et vie privée - une frontière de plus en plus ténue, les métiers de la net-économie s'inventent et s'inventeront, autonomie > hiérarchie ?
- Comprendre les effets de la digitalisation généralisée sur les modes de management : l'information, une matière première à partager pour la performance, la convivialité n'évite pas le sens donné par le leadership grâce au story telling, les clés de la réussite d'une transformation RH dans la continuité d'une transformation numérique.

Mardi 6 novembre • 17h00 > 18h30

Amphi CERA Tour Incity, 116 Cours Lafayette, Lyon 3

Métro B arrêt Gare Part-Dieu

Bus C13, C3 arrêt Halles Paul Bocuse

Tram T1 arrêt Part-Dieu

après-midi



Rencontre avec Gilles Dufrénot

Gilles Dufrénot, Professeur à l'École d'Économie de Marseille et chercheur associé au CEPII

Dans le cadre des Journées de l'économie, la Bibliothèque municipale de Lyon accueillera l'économiste Gilles Dufrénot, professeur à l'université d'Aix-Marseille, qui viendra présenter son livre *Les pauvres vont-ils révolutionner le XX^e siècle ?* publié chez Atlande. Longtemps oubliés du capitalisme, les pauvres seraient devenus les nouveaux piliers du système marchand. De cette relation entre deux entités contradictoires émerge un questionnement sur les fondements et l'avenir du système économique capitaliste avec de nouvelles façons de produire, de commercer, d'échanger. Et si les pauvres étaient la clé pour inventer de nouveaux modèles ?

Mardi 6 novembre • 18h00 > 19h30

Bibliothèque de la Part Dieu, 30 bd Vivier Merle, Lyon 3

Métro B arrêt Part-Dieu

Bus C3 arrêt Garibaldi Lafayette ou 25, 99 arrêt Part-Dieu Auditorium

MERCREDI 7 NOVEMBRE

matin



Le SMIC est-il l'ennemi de l'emploi ?

Gilbert Cette, Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de France et professeur associé

à l'Université d'Aix-Marseille • **Christine Erhel**, Professeure d'économie au CNAM, directrice du Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail • **Jérôme Gautié**, Professeur de sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne • **Philippe Portier**, CFTD •
Modérateur : Fanny Guinochet, L'Opinion

Le salaire est la rémunération du travail et simultanément une composante essentielle des coûts de production et donc de la compétitivité des entreprises. Parmi les 36 pays de l'OCDE, 28 et parmi eux la France ont un salaire minimum national (SMN), dont le niveau et le mode de revalorisation sont très différents. Et le SMN joue dans tous ces 28 pays, certes de façon contrastée, un rôle essentiel de norme salariale dans la détermination de nombreuses références salariales dans les négociations de branches et d'entreprises. En France, le débat est particulièrement vif sur le sujet, entre ceux qui considèrent que le SMIC devrait être fortement augmenté pour réduire les inégalités de revenu et la pauvreté laborieuse et d'autres qui avancent que d'autres leviers sont plus adaptés à cet objectif et qu'une forte augmentation du SMIC pourrait avoir des conséquences défavorables sur l'emploi des personnes les moins qualifiées. La conférence abordera entre autres ces différentes questions.

Mercredi 7 novembre • 9h00 > 10h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

matin



Les régions riches doivent-elles aider les autres ?

Jacques Blanchet, Conseiller spécial aux Relations avec les Chambres consulaires, Région Auvergne-Rhône-Alpes • **Pierre-Philippe Combes**, Directeur de Recherche CNRS en économie au GATE – Lyon Saint-Étienne • **Clément Dherbecourt**, Chef de projets à France Stratégie • **Alain Trannoy**, Directeur de l'Aix-Marseille School of Economics, membre du Cercle des économistes •
Modérateur : Vincent Grimault, Alternatives Economiques

Les inégalités territoriales sont souvent considérées comme fortes, et en augmentation. Une plus grande équité impliquerait plus de redistribution des régions riches vers les plus pauvres. Cette session s'interrogera tout d'abord sur les éléments devant entrer dans la mesure des inégalités territoriales et l'ampleur de celles-ci. Les effets d'une redistribution vers certains territoires seront comparés à ceux d'une redistribution en direction de certains individus. Le rôle de la région d'origine sur la mobilité sociale parents-enfants sera aussi évoqué.

Mercredi 7 novembre • 9h00 > 10h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

matin



Comment éviter une société d'héritiers ?

Gilles Dufrénot, Professeur à l'École d'Économie de Marseille et chercheur associé au CEPPI • **Nicolas Frémeaux**, Maître de conférences en sciences économiques à l'Université Paris 2 Assas • **Fabrice Lenglard**, Commissaire Général adjoint de France Stratégie • **Agnès Verdier-Molinié**, Directeur de l'Ifrap (fondation pour la recherche sur les administrations publiques) • **Modérateur : Dominique Rousset**, France Culture

Depuis une trentaine d'années, les flux de succession et donation sont en forte augmentation en France. Ils représentent aujourd'hui l'équivalent de 20% du revenu disponible des ménages sur une année. Au cours des prochaines décennies le décès des générations nombreuses du Baby-boom devrait accélérer encore ces flux. Alors que l'âge auquel on hérite ne cesse d'augmenter, quelles seront les conséquences – positives ou négatives – de ce retour de l'héritage sur l'économie, les inégalités, la famille? Comment adapter les politiques publiques et la fiscalité pour tenir compte et tirer parti de ce nouveau contexte ?

Mercredi 7 novembre • 9h00 > 10h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

matin



Karl Marx au XXI^e siècle

Michel Aglietta, Professeur émérite d'économie (université Paris-Nanterre), conseiller scientifique au CEPII et à France Stratégie
 ♦ **Catherine Colliot-Thélène**, Professeur de Philosophie, Université de Rennes 1 ♦ **Cédric Durand**, Maître de Conférences, CEPN (Université Paris 13) ♦ **André Orléan**, Directeur de Recherches Émérite au CNRS

L'œuvre de Karl Marx n'a jamais cessé de nourrir les sciences sociales tout au long du XX^e siècle. En ce début du XXI^e siècle, elle connaît un regain d'influence, y compris chez certains économistes. Il s'agit, au cours de cette session, d'éclairer les raisons de ce renouveau d'intérêt en considérant une série de questions d'actualité pour lesquelles l'analyse marxiste s'avère d'une grande pertinence comme, par exemple, la financiarisation néo-libérale, le capitalisme chinois ou les limites de la propriété privée.

Mercredi 7 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

matin



Les nouveaux médicaments sont-ils trop chers ?

Isabelle Jelovac, Directrice de recherche au CNRS - GATE Lyon Saint-Étienne ♦ **Lise Rochaix**, Professeur en Sciences économique, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, affiliée à PSE et responsable scientifique de la chaire 'Hospinomics' en économie de la santé de PSE ♦ **Jean-Patrick Sales**, Vice-Président du Comité économique des produits de santé (CEPS) ♦ **Bruno Versaevel**, Professeur en sciences économiques, emlyon business school, membre du GATE Lyon Saint-Étienne ♦ **Modérateur : Hervé Kéradec**, Économie et Management

L'escalade des prix des médicaments innovants fait de plus en plus débat, en particulier dans le domaine de la cancérologie. La Cour des Comptes, dans un rapport récent, préconise de « rééquilibrer la position de négociation des pouvoirs publics face à des entreprises mondialisées, renforcer les moyens très insuffisants de l'organisme (le CEPS) qui négocie les prix ». Les industriels, en revanche, parlent du prix du médicament comme d'un faux problème du fait des remises confidentielles consenties par les laboratoires et se concentrent sur les gains importants liés aux nouveaux traitements.

Mercredi 7 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

matin



Atelier enseignants DGESCO : quels outils innovants pour enseigner l'économie aux lycéens ?

Axelle Charpentier, Économiste, coordinatrice de recherche et enseignante à Sciences Po Paris ♦ **Pascal Cheynet**, Professeur de SES, académie de Lyon, animateur du site SES.Webclass ♦ **Norbert Rugabage**, Chef de projet « CORE Lycée » au Département d'économie de Sciences Po Paris ♦ **Modérateur : Catherine Bruet**, IA-IPR de sciences économiques et sociales

Comment donner le goût de l'économie aux lycéens et les aider à se familiariser avec les raisonnements et les concepts économiques ?

Des initiatives innovantes, autour du projet collaboratif international CORE-econ et du site SES.Webclass, animé par des professeurs de SES, seront présentées lors de cet atelier. Elles visent à connecter l'enseignement de l'économie à la réalité du monde d'aujourd'hui, en s'appuyant sur des cas historiques, des faits observés à travers le monde ou des questions d'actualité. Il s'agit de montrer aux élèves et étudiants que les sciences économiques, enrichies notamment des apports de l'histoire, du droit ou de la sociologie, permettent de mieux comprendre les problèmes de notre société et apportent des réponses aux grands enjeux contemporains (les inégalités, les problèmes environnementaux, le chômage, etc.). Avec le matériel pédagogique proposé, des ressources et des outils en ligne libres d'accès, ces sites permettent aussi de varier les modes d'apprentissage et les contextes pédagogiques, en

utilisant les possibilités offertes par le numérique (différenciation, interactivité, classe inversée...).

Cet atelier pédagogique s'adresse aux professeurs de sciences économiques et sociales, d'économie-gestion et d'histoire-géographie. Il est proposé par l'Inspection pédagogique régionale de l'Académie de Lyon et le site de ressources en sciences économiques et sociales SES-ENS (DGESCO/ENS de Lyon) en partenariat avec la DGESCO/Ministère de l'Éducation nationale.

Modalités d'inscription sur la page Jéco 2018 : classes et enseignants.

Ressources en ligne :

- Le site de CORE-econ et sa version en français, « *une plateforme en libre accès pour toute personne désireuse de comprendre les dimensions économiques de l'innovation, des inégalités, du développement durable, et plus encore* ».
- *L'économie*, e-book en langue française proposé par CORE-econ, un cours d'introduction à l'économie en accès libre à destination des étudiants et étudiantes.
- *CORE : Un autre enseignement de l'économie est possible*, site de Sciences Po, 8 août 2018.
- *Comment enseigner l'économie ?*, Entretien avec Yann Algan et Florence Jany-Catrice, Alternatives Économiques, 5/09/2018.
- *L'expérience du projet CORE à l'université de La Réunion*, Blog Core-econ, 17/06/2016.
- Le site SES.Webclass, une banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales à destination des lycéens et lycéennes.
- La banque des reportages des journaux télévisés de France 2 du site SES.Webclass et les activités interactives sur les JT proposées. Plus de 900 reportages indexés sur les notions et les thèmes des programmes de SES des classes de Seconde, Première et Terminale, accompagnés d'un résumé et de pistes d'exploitation.
- *Enseigner avec les reportages des JT*, site des SES de l'Académie de Lyon.

Mercredi 7 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Hôtel de Ville Atrium, Place des Terreaux, Lyon 1

Métro A et C arrêt Hôtel de Ville

Bus C3, C5, C13, C14, C18 arrêt Hôtel de Ville

matin



Addiction, aversion et gestion du risque financier : une approche neuroéconomique (IAE)

Jean-Marc Chevassus, Président adjoint du Clubb (Centre Lyonnais Universitaire de Banque et Bourse) - iaelyon ♦ **Jean-Claude Dreher**, Directeur de recherches du Centre Cognitive Neurosciences, CNRS ♦ **Jean-François Gajewski**, Directeur du centre de recherche iaelyon Magellan ♦ **Christian Schmidt**, Professeur d'Économie à Paris Dauphine

L'objet de cette conférence est de montrer comment les progrès réalisés dans la connaissance du fonctionnement cérébral, grâce aux neurosciences, permettent aujourd'hui de mieux comprendre les comportements des opérateurs financiers aux différents niveaux de leurs interventions. À cette fin les interventions prévues font intervenir neuroscientifiques, neuroéconomistes, analystes du risque financier, et acteurs de la finance.

Mercredi 7 novembre ♦ 9h30 > 11h30

IAE Lyon 3, auditorium Malraux, 16 rue du Professeur Rollet, Lyon 8

Métro D arrêt Sans-Souci

Tram T4 arrêt Manufacture des tabacs

matin



Rencontre avec Vernon Smith

Vernon Smith, Lauréat du prix Nobel de sciences économiques et Professeur à l'université Chapman

Vernon Smith a reçu le Prix Nobel en Sciences Économiques en 2002 avec Daniel Kahneman pour ses travaux en économie expérimentale. Il est actuellement professeur à Chapman University en Californie. Vernon Smith est un père fondateur de l'économie expérimentale qu'il a appliquée principalement à l'étude des marchés et de la formation des prix pour montrer le rôle fondamental de l'organisation des marchés. Il a montré comment le laboratoire peut être utilisé comme une « soufflerie »

pour tester des modes alternatifs d'organisation des échanges.

Mercredi 7 novembre ♦ 10h45 > 12h00

GATE (Amphithéâtre), 93 Chemin des Mouilles, 69130 Ecully

Bus 3 arrêt Ecully Grandes Écoles, 55 arrêt Campus Lyon ouest

matin



Y-a-t-il un modèle de développement asiatique ?

Michel Fouquin, Conseiller au CEPIL ♦ **Robert Boyer**, Économiste associé à l'Institut des Amériques (IDA) ♦ **Bruno Cabrillac**, Directeur général adjoint des études et des relations internationales, Banque de France ♦ **Thierry De la Tour d'Artaise**, PDG du groupe SEB ♦ **Sebastien Lechevalier**, Directeur d'études à l'EHESS et président de la Fondation France Japon ♦ **Thi Anh-Dao Tran**, Maître de conférences en sciences économiques à l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC-CNRS), Ho Chi Minh-Ville

Depuis les années cinquante, les miracles asiatiques se suivent et, certains diront, se ressemblent. Après le Japon vinrent Hong Kong, puis la Corée du sud et Taïwan, puis ce fut l'Asie du Sud-est avec Singapour, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, enfin la Chine puis le Vietnam, et l'Inde (qui paraît être un cas à part). Qui y-a-t-il de commun à toutes ces expériences ? Un état développeur, le contrôle du système financier pour donner la priorité aux secteurs exportateurs, contrôle des importations, monnaie sous-évaluée, flexibilité interindustrielle, cycles de spécialisation, inégalités réduites, etc. Les pays d'Asie sont aussi parfois accusés de ne pas respecter les règles du jeu : tirer profit du système multilatéral sans en accepter les coûts. L'offensive lancée par Donald Trump est-elle légitime ?

Pourquoi les autres zones de l'économie mondiale ne parviennent-elles pas à les imiter, que nous disent les échecs du Brésil, de la Russie, et de l'Afrique ?

Mercredi 7 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

matin



Les inégalités entre firmes

Elisabeth Kremp, Cheffe du département des Synthèses sectorielles au sein de la direction des Statistiques d'entreprise de l'Insee ♦ **François Lévêque**, Professeur d'économie à Mines ParisTech ♦ **Giuseppe Nicoletti**, Responsable du département Économie à l'OCDE ♦ **Modérateur : Marc Chevallier**, Alternatives Économiques

Les inégalités entre les entreprises croissent depuis plusieurs décennies, ce qui se répercute sur les inégalités entre salariés et entre les ménages. Cet écart qui ne cesse de grandir entre les firmes qui réussissent (le top 0,1% ou 1%) et les autres, que se soit en termes de profit, de productivité ou de salaire moyen, est désormais bien documenté. Le phénomène prévaut aux États-Unis mais aussi ailleurs, dans les activités digitales mais également dans plein d'autres secteurs. Il y a des entreprises superstars partout, les GAFAs mais aussi Ikea, Lego ou Essilor. Les effets macroéconomiques de cette inégalité croissante commencent à être mieux perçus et étudiés. Les raisons explicatives restent en revanche largement spéculatives. Pourquoi un petit avantage concurrentiel se traduit-il aujourd'hui par un grand avantage commercial ? Effets de réseau, innovations digitales, élargissement des marchés, préférence des consommateurs pour les produits et services de qualité ?

Trois questions principales sont abordées : Quelles sont les preuves empiriques d'une inégalité croissante entre les firmes ? Quels mécanismes l'expliquent-elle ? Quelles sont conséquences sur les inégalités sociales ?

Mercredi 7 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

matin



Prévision de croissance : mission impossible ?

Didier Blanchet, Insee, chercheur associé à l'Institut des Politiques Publiques • **Michel Houdebine**, Chef économiste, Direction générale du Trésor • **Annabelle Mourougane**, Chef de Division adjointe au Département des Affaires Économiques de l'OCDE • **Mathieu Plane**, Économiste à l'OFCE • **Modérateur : Gilbert Cette**, Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de France et professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille

Après une quasi-décennie de stagnation économique, la reprise de l'activité dans la plupart des pays avancés semble tordre le coup à l'idée que la croissance serait définitivement derrière nous. En effet, malgré un certain nombre de risques politiques et déséquilibres macroéconomiques, nous assistons à un phénomène cyclique assez classique de reprise économique poussé par un policy mix global favorable à la croissance. Les facteurs qui ont pesé sur la croissance depuis 2011, en particulier les politiques budgétaires restrictives simultanées durant la phase de consolidation budgétaire, n'ont-ils pas conduit à sous-estimer les capacités de reprise des économies et les cycles économiques ?

Indéniablement, les trajectoires de croissance de long terme des économies avancées ont ralenti au tournant des années 2000 sous les effets du ralentissement des gains de productivité et d'un moindre dynamisme des populations actives. Ce phénomène s'est amplifié depuis 2008 avec la crise des subprime et celle des dettes souveraines. Cependant, les outils actuels ne permettent pas de trancher définitivement sur la bonne délimitation structurelle/conjoncturelle des évolutions économiques. Dans le cas français, le débat sur les capacités de rebond de l'économie hexagonale ne semble pas tranché. Notre croissance est-elle contrainte uniquement par des phénomènes structurels ou reste-t-il encore des facteurs cycliques qui pourraient soutenir la reprise ? Plus largement, la croissance de long terme n'est-elle pas dépendante des dynamiques de court terme ?

Mercredi 7 novembre • 11h00 > 12h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

matin



Afrique : la croissance par le numérique

Django Bathily, Fondateur SIRA Labs • **Nicolas Cheimanoff**, Directeur de l'EMINES - School of Industrial Management Université Mohammed VI Polytechnique • **Dario Colazzo**, Professeur à Paris - Dauphine • **Pierre-Noël Giraud**, Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine • **Sandrine Mesplé-Somps**, Chargée de recherche en économie à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) au sein de DIAL (Développement, Institutions et mondialisation) UMR IRD-Université Paris Dauphine • **Julia Nietsch**, Responsable de partenariats stratégiques – Orange, Département de la Stratégie Groupe

Grâce à la révolution numérique, le continent africain connaîtrait un saut technologique sans précédent. L'Afrique est même le théâtre du développement unique au monde de nouveaux services, tels que les services bancaires via le téléphone. D'aucuns soutiennent que le numérique serait alors un levier important pour le développement du continent. Cependant, même si on compte plus de 560 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, soit théoriquement un Africain sur deux, le continent reste le pays où la pauvreté progresse. N'existe-t-il pas d'autres freins au développement du continent ? En quoi le potentiel d'inventivité des start-ups africaines peut générer de la croissance économique et mettre fin à la pauvreté du continent ? Quelles sont les expériences réussies ? Le continent n'a-t-il pas besoin de formations nouvelles et innovantes pour relever ce défi ? Qui seront les ingénieurs africains de demain ?

Mercredi 7 novembre • 11h00 > 12h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

matin



La longue histoire de l'instabilité financière

Éric Monnet, Économiste à la Banque de France et enseignant associé à l'École d'Économie de Paris et l'EHESS • **André Cartapanis**, Professeur d'économie et de finances internationales à Sciences Po Aix • **Pierre Dockès**, Professeur honoraire à l'université Lyon 2,

chercheur à Triangle (CNRS) • **Claire Silvant**, Maître de conférences en Sciences Économiques, Université Lyon 2 Lumière

Une nouvelle crise financière est-elle à craindre ? Celle de 2007-2008 n'était que la dernière en date d'une longue série. Les crises financières jalonnent en effet l'histoire économique. Elles sont un moment paroxystique du cycle financier, un cycle d'autant plus ample que la finance impose sa logique au capitalisme industriel. La dérégulation financière, et d'abord bancaire, est responsable de l'amplitude prise par le cycle financier. L'analyse en a été faite particulièrement par Hawtrey, Kindelberger et Minsky qui ont développé l'hypothèse d'instabilité financière ; mais l'on s'interrogeait, déjà au siècle précédent, sur les vertus de la régulation bancaire et ses conséquences sur l'instabilité. Avec la mondialisation et l'explosion des flux de capitaux, ceux-ci portent une responsabilité majeure dans les crises financières des économies émergentes. Quels contrôles imposer pour éviter ces dangereuses dérives ?

Mercredi 7 novembre • 11h00 > 12h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

matin



Atelier enseignants DGESCO : à l'école de l'enquête

Christian Baudelot, Professeur émérite de sociologie à l'École Normale Supérieure • **Isabelle Richer**, Professeure d'anglais au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers • **Catherine Robert**, Professeure de philosophie au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers • **Modérateur : Anne Châteauneuf-Malclès**, SES ENS

Qu'elle prenne pour objet d'étude des sujets aussi divers que l'amour, les vacances ou les prénoms des élèves, la pratique de l'enquête est un moyen de familiariser les élèves avec les sciences sociales à tous les niveaux du cursus scolaire. Questionner, observer, déjouer les préjugés, porter un regard distancié et objectif sur le monde social, recueillir des données et les analyser, s'interroger sur le sens des mots, réfléchir à l'information... : les vertus scientifiques et intellectuelles du travail d'enquête sont multiples. Ses bénéfices sont tout autant pédagogiques. Les élèves deviennent acteurs de leurs apprentissages, ils apprennent à penser par eux-mêmes et construisent collectivement des connaissances. Moyen de démocratisation des savoirs, source de travail en interdisciplinarité et de collaborations avec le monde de la recherche, l'enquête empirique est aussi un formidable outil de formation à la citoyenneté. Grâce à une connaissance mieux informée d'eux-mêmes et des autres, les élèves comprennent ce qui fonde nos différences et nos ressemblances et sont capables de porter un regard critique sur les pseudo-vérités et les discours d'illusion auxquels ils sont confrontés quotidiennement.

Favoriser le vivre ensemble grâce à l'anthropologie et aux sciences sociales, telle est l'ambition de l'association « L'Anthropologie pour tous », née en 2015, dont nous aurons le plaisir de recevoir trois des membres fondateurs. Véritable laboratoire d'initiation aux sciences humaines et sociales, L'Anthropologie pour tous associe élèves, enseignants, parents, intellectuels et savants, pour leur permettre de mener ensemble, grâce à l'enquête, un travail citoyen d'écoute de l'autre, de délibération et de réflexion. Lors de cette rencontre, le chercheur Christian Baudelot, Isabelle Richer et Catherine Robert viendront partager leurs expériences d'enquête avec les élèves du lycée Le Corbusier d'Aubervilliers, leurs ressources, conseils et suggestions. L'atelier s'adresse à tous les professeur.e.s du secondaire intéressé.e.s par la démarche de l'anthropologie et des sciences sociales et souhaitant échanger sur leurs pratiques, qu'ils.elles mettent régulièrement ou occasionnellement leurs élèves en situation d'enquête ou hésitent à se lancer dans cette expérience pédagogique.

Cet atelier est proposé par l'Inspection pédagogique régionale de l'Académie de Lyon et le site de ressources en sciences économiques et sociales SES-ENS (DGESCO/ENS de Lyon) en partenariat avec la DGESCO/Ministère de l'Éducation nationale. Modalités d'inscription sur la page Jéco 2018 : classes et enseignants. **Modalités d'inscription sur la page Jéco 2018 : classes et enseignants.**

Ressources en ligne :

- Site de l'association L'Anthropologie pour tous.
- *Carnets de L'Anthropologie pour tous*. Voir le compte rendu dans Lectures par Alicia Rinaldy.
- *Le lycée Le Corbusier, miroir du monde*, le journal de l'enquête sur les prénoms réalisé par les élèves de la promotion 2017-2018 du Projet Thélème (Lycée Le Corbusier d'Aubervilliers)
- *Des lycéens anthropologues. Comment t'appelles-tu ?*, par Association L'Anthropologie pour tous, site des Cahiers Pédagogiques, 19 juin 2018.
- Comprendre l'amour : c'est le thème du travail mené par les élèves du lycée Le Corbusier à Aubervilliers, reportage France Bleu, 20 mai 2016.

Mercredi 7 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Hôtel de Ville Atrium, Place des Terreaux, Lyon 1

Métro A et C arrêt Hôtel de Ville

Bus C3, C5, C13, C14, C18 arrêt Hôtel de Ville

matin



Monnaies locales et crypto actifs : quel avenir ? (conférence La finance pour tous - IEFP)

Emmanuelle Assouan, Directrice de la Direction des Systèmes de paiement et des Infrastructures de marché, au sein de la Direction Générale de la Stabilité financière et des Opérations de la Banque de France ♦ **Jérôme Blanc**, Professeur de sciences économiques à Sciences po Lyon ♦ **Domitille Dessertine**, Directrice de la division Fintech, innovation et compétitivité de l'AMF ♦ **Odile Lakowski-Laguerre**, Maître de Conférences à l'Université de Picardie Jules Verne (Amiens) ♦
Modérateur : Sylvain Bersinger, La finance pour tous

Le développement de nouveaux modes de paiement que sont à la fois les monnaies locales et les monnaies virtuelles, anime quotidiennement le débat économique. Quel point commun entre monnaies locales et crypto-monnaies si ce n'est précisément qu'elles ambitionnent l'une et l'autre de concurrencer l'euro, seule monnaie officielle (ayant cours légal) en France ?

Les monnaies locales sont en pleine expansion, plus de 40 en France et pratiquement une dizaine de projets en cours, mais ont une résonance passéiste et visent surtout à développer les territoires. Tout aussi dynamiques, le Bitcoin et autres crypto monnaies (Ethereum, Ripple, Cardano, Litecoin, Dash...) suscitent des prises de position tranchées et préoccupent autorités monétaires et superviseurs. Warren Buffet dénonce le risque d'une bulle comparable à la bulle internet de 2000, Jamie Dimon, patron de JP Morgan, parle d'escroquerie et menace de licencier tout trader qui interviendrait sur le bitcoin. En revanche, Goldman Sachs envisage d'ouvrir des transactions et la Bourse de Chicago va proposer des contrats en bitcoin. De nombreuses questions sont donc posées : à quels besoins répondent ces nouvelles monnaies ? Peut-on les considérer comme de la monnaie à part entière au regard des trois fonctions traditionnelles de celle-ci (unité de compte, réserve de valeur, moyen d'échange) ou comme des crypto-actifs (mais au fait, quelle est la différence ?) ? Quels risques font-elles peser sur les consommateurs, les épargnants, les autorités monétaires ? N'est-on pas à la veille d'une transformation aussi drastique que le passage de l'or au papier ?

Pour répondre à ces questions, quatre spécialistes issus d'univers différents confronteront leurs points de vue...

Mercredi 7 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Banque de France, 4 bis Cours Bayard, Lyon 2

Tram T1 arrêt Sainte-Blandine

après-midi



Mieux dépenser dans le social ?

Pierre Arwidson, Directeur adjoint de la prévention chargé des affaires scientifiques, Santé Publique France ♦ **Rozen Desplatz**, Experte référente à France Stratégie ♦ **Marc Ferracci**, Université Paris 2 ♦ **Denis Fougère**, Directeur de recherche au CNRS, Sciences Po ♦ **Jean Pisani-Ferry**, Professeur à la Hertie school of governance de Berlin et professeur associé à Sciences-Po ♦ **Modérateur : Vincent Beaufls**, Challenges

Cette session permettra en premier lieu de dresser le bilan des pratiques d'évaluation des politiques sociales conduites en France, et de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux diffuser leurs résultats. La meilleure connaissance de leur effets directs et indirects peut à l'évidence faciliter leur acceptation. Toutefois, bien que les avantages à court terme de ces politiques soient de mieux en mieux estimés, leurs bénéfices et leurs coûts de long terme restent difficiles à évaluer. Les raisons principales en sont : 1) que l'incertitude est inhérente à ce type d'exercice, 2) que les économistes n'ont pas encore élaboré de méthode consensuelle permettant de réaliser ces calculs à long terme, 3) mais aussi parce que les ensembles de données nécessaires à leur faisabilité sont encore trop rares en France. Ces analyses de type coûts-bénéfices, qui devraient alimenter le débat public sur l'efficacité et l'équité des politiques sociales et éducatives, commencent pourtant à être proposées par des chercheurs

étrangers ou français. Quels sont les avantages mais aussi les limites de ces exercices ? Comment peuvent-ils contribuer à l'élaboration, à la gouvernance et à la justification des politiques publiques pouvant être mises en œuvre ?

Mercredi 7 novembre • 14h00 > 15h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



La remontée des taux d'intérêt

Agnès Bénassy-Quéré, Professeur de sciences économiques à l'École d'Économie de Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
 • **Olivier Garnier**, Directeur Général des études et des relations internationales de la Banque de France • **Xavier Ragot**, Président de l'OFCE, Directeur de recherches CNRS • **Modérateur : Philippe Mabilie**, La Tribune

Après une quasi-décennie de stagnation économique et des politiques monétaires accommodantes, voire très accommodantes, la remontée des taux d'intérêt est en marche, aux États-Unis, prochainement dans la zone euro, et d'ores et déjà dans les pays émergents, avec des économies argentine et turque obligées, par exemple, de manipuler les taux d'intérêt pour tenter de recouvrer une crédibilité financière.

Quelles sont les raisons qui prévalent à cette remontée des taux dans les pays avancés et sont-ce les mêmes raisons dans les pays émergents ? Est-ce le bon timing ? Quelles en seront les conséquences sur l'équilibre épargne-investissement ? Sur les dettes publiques et sur les dettes privées ? Quelles politiques budgétaires et fiscales devront l'accompagner ?

Mercredi 7 novembre • 14h00 > 15h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

après-midi



Faut-il augmenter les droits d'inscription à l'Université ?

Éric Froment, Président fondateur de l'European University Association (EUA) • **Xavier Timbeau**, Directeur principal de l'OFCE • **Alain Trannoy**, Directeur de l'Aix-Marseille School of Economics, membre du Cercle des économistes • **Modérateur : Jean-Marc Vittori**, Les Échos

Les droits d'inscription à l'université sont plus faibles en France que dans la plupart des pays avancés, en particulier anglo-saxons. Cette modération, vigoureusement revendiquée par les étudiants, laisse la porte de l'enseignement supérieur ouverte aux moins aisés. Mais elle prive l'université de ressources financières précieuses et donne un signal négatif aux étudiants étrangers sur un marché de plus en plus international. Faut-il encourager la gratuité, comme le fait par exemple la Suède ? Faut-il au contraire augmenter les droits, en les assortissant de vraies bourses qui couvriraient aussi les autres dépenses des étudiants peu aisés ? Ou créer des prêts dont le remboursement dépendrait des succès professionnels ultérieurs ? En donnant des réponses divergentes à ces questions, les économistes renforcent un débat déjà très vif.

Mercredi 7 novembre • 14h00 > 15h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

après-midi



Investissement français : un problème de qualité ?

Vincent Aussilloux, Directeur du Département économie de France Stratégie • **Gilbert Cette**, Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de France et professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille • **Nicolas de Warren**, Directeur des relations institutionnelles d'Arkema • **Sarah Guillou**, Directrice adjointe à l'OFCE • **Fanny Letier**, Co-fondatrice Geneo Capital Entrepreneur • **Modérateur : Thierry Fabre**, Challenges

Les entreprises françaises se trouvent dans une situation paradoxale. Leurs performances commerciales sont décevantes (perte de parts de marché à l'export, balance commerciale déficitaire...) alors qu'elles affichent un taux d'investissement productif élevé en comparaison internationale. Ce constat vaut notamment pour l'industrie, dans toutes les branches d'activité. Faut-il parler de « mal-investissement », et peut-on l'expliquer ? En quoi la nature des investissements fournit-elle des clés de compréhension ?

Mercredi 7 novembre ♦ 14h00 > 15h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

après-midi



Relancer la zone euro ? Le débat économique

Agnès Bénassy-Quéré, Professeur de sciences économiques à l'École d'Économie de Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ♦ **Daniel Gros**, Directeur du Centre for European Policy Studies (CEPS) ♦ **Michala Marcussen**, Chef Économiste du Groupe et Directrice des Etudes Economiques et Sectorielles, Société Générale ♦ **Jean Pisani-Ferry**, Professeur à la Hertie school of governance de Berlin et professeur associé à Sciences-Po ♦ **Jakob von Weizsäcker**, Economiste et député européen ♦ **Modérateur : Marie Viennot**, France Culture

Relancer la zone euro ? Le débat économique : en dépit de la reprise économique en Europe, la zone euro reste toujours fragile du fait de la menace persistante associée au cercle vicieux entre risque bancaire et risque souverain, d'une fragmentation des marchés financiers peu favorable à la croissance à long terme et de divisions profondes entre États membres en termes aussi bien économiques que politiques. Face à des positions officielles de l'Allemagne et de la France qui semblent irréconciliables, un groupe franco-allemand de 14 économistes s'est réuni pour chercher la façon de surmonter les clivages et pour proposer une réforme permettant d'aboutir à une architecture de la zone euro plus robuste. Ces propositions seront présentées et débattues par le panel de la table ronde.

Mercredi 7 novembre ♦ 16h00 > 17h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



ETI : des entreprises stratégiques si discrètes ?

Elisabeth Ducottet, PDG de Thuasne ♦ **Alain Gerbier**, Directeur des Entreprises, Banque de France ♦ **Elisabeth Kremp**, Chef de Département des Synthèses sectorielles, INSEE ♦ **Maria Paublant**, Directrice des grandes entreprises, des marchés spécialisés et de l'international à la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes ♦ **Bruno Pouget**, Membre du comité de direction de Mazars en Auvergne-Rhône-Alpes ♦ **Modérateur : Marie Dancer**, La Croix

E.T.I. signifie "Entreprise de Taille Intermédiaire" : cette catégorie statistique, créée par une loi il y a tout juste dix ans, recouvre une réalité française bien tangible, créatrice de milliers d'emplois et de milliards d'exportations, tout en restant ancrée dans nos territoires. Une étude de la Banque de France focalisant sur leur financement servira de base à un débat sur leur rôle et leurs problèmes.

Mercredi 7 novembre ♦ 16h00 > 17h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

après-midi



Pourquoi les inégalités hommes femmes ne diminuent plus ?

Virginie Chauvin, Responsable audit France chez Mazars et membre du Directoire • **Christine Detrez**, Sociologue, École Normale Supérieure de Lyon • **Cécilia Garcia Penalosa**, Directeur de recherche au Cnrs et membre de l'École d'économie d'Aix-Marseille • **Nancy Green**, Historienne à l'Ehess • **Soledad Zignago**, Economiste senior, en charge de la communication à la Direction Générale des Études et des Relations Internationales de la Banque de France • **Modérateur : Martine Fournier**, Sciences Humaines

Depuis l'après-guerre, la convergence entre hommes et femmes dans le marché de travail a été spectaculaire. Les femmes ont aujourd'hui accès à tout type de métier, elles occupent presque la moitié des emplois, elles obtiennent plus de diplômes que les hommes, et l'écart salarial s'est considérablement réduit. Mais ce progrès semble s'être arrêté depuis une vingtaine d'années : les écarts salariaux ont cessé de se réduire, les postes les plus prestigieux sont toujours occupés par les hommes, et femmes et hommes travaillent dans des secteurs différents. Nous explorerons le rôle des normes sociales pour voir si c'est là qu'y réside l'explication des différences que nous observons encore.

Mercredi 7 novembre • 16h00 > 17h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

après-midi



Mieux comprendre les inégalités aujourd'hui ?

Carlotta Balestra, Analyste politique à l'OCDE • **François Bourguignon**, Chaire émérite à Paris School of Economics • **Cécile Duflot**, Directrice générale OXFAM France • **Stefan Lollivier**, Chargé de mission auprès du Directeur Général, Insee • **Modérateur : Guillaume Duval**, Alternatives Economiques

Le mot inégalité et le sentiment qu'elle augmente sont omniprésents dans le débat public. Pourtant, le terme inégalité recouvre des réalités et des concepts très différents. Il peut s'agir des niveaux de vie, du revenu brut, des patrimoines, de la pauvreté absolue ou de la pauvreté relative, mais aussi de l'inégalité des chances, y compris les inégalités vis-à-vis de l'éducation ou de la santé, de la discrimination salariale, de l'exclusion sociale. Il est possible que l'inégalité augmente simultanément dans toutes ces dimensions, mais ce n'est pas certain. Ainsi, l'inégalité des patrimoines ou celles des revenus bruts réagit aux fluctuations des marchés financiers et immobiliers, ce qui n'est probablement pas le cas de l'inégalité des niveaux de vie. Par ailleurs, les instruments de politique économique et sociale qui permettent de lutter contre l'inégalité dépendent de la dimension considérée.

L'ambition de cette session des JECO est d'ouvrir le public à cette diversité conceptuelle de l'inégalité. Chaque paneliste pourrait ainsi insister sur un ou plusieurs aspects de l'inégalité qu'il ou elle désire mettre en avant par rapport à l'affirmation indifférenciée : « l'inégalité augmente ». Ceci demanderait d'explicitier les enjeux conceptuels de ces dimensions de l'inégalité, leur évolution et les instruments permettant de les contenir ou de les faire régresser.

Mercredi 7 novembre • 16h00 > 17h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

après-midi



Plan Juncker : quel impact local ?

Florentine Hopmeier, Membre du Cabinet du Vice-président Katainen, Commission européenne • **Agnès Lépinay**, Directrice des affaires économiques, financières et TPE/PME/ETI, MEDEF • **Xavier Timbeau**, Directeur principal de l'OFCE • **Modérateur : Marie Visot**, Figaro

Lancé en 2015, le Plan Juncker ou Plan d'investissement dans l'infrastructure européenne avait plusieurs objectifs : relancer effectivement l'investissement dans l'Union européenne après presque une décennie de crise, favoriser le développement de l'innovation et faciliter les crédits aux petites et moyennes entreprises. Basé sur le financement de projets publics et privés, et non pas soutien financier des États, le Plan Juncker n'était pas un plan de relance macroéconomique. Il avait vocation à

engendrer une émulation entre les porteurs de projets mis en concurrence pour l'accès aux garanties et crédits accordés. Il pouvait donc infléchir la trajectoire économique d'un territoire, en favorisant l'émergence d'un tissu de PME ou d'entreprises innovantes dans un secteur particulier, comme la transition énergétique. La dimension locale du Plan Juncker était donc tout aussi importante que celle des fonds structurels issus du budget européen.

Quel bilan tirer du plan Juncker ? A-t-il participé à redessiner le tissu productif de certaines régions ? A-t-il engendré des innovations ? Comment les acteurs locaux ont-ils su s'emparer du Plan Juncker ? A-t-il eu des effets homogènes entre territoires (villes, régions, États) ?

Mercredi 7 novembre ♦ 16h00 > 17h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

après-midi



Regarder la France autrement

Daniel Cohen, Professeur de Sciences économiques à l'ENS ♦ **Gilles de Margerie**, Commissaire Général de France Stratégie ♦ **Michèle Debonneuil**, Inspecteur général des Finances ♦ **Vincent Gufflet**, Directeur Commercial de Fnac Darty ♦ **Daniel Karyotis**, Directeur Général de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes ♦ **David Kimelfeld**, Président de la Métropole de Lyon ♦ **Olivier Passet**, Directeur des synthèses économiques, Xerfi

Les points faibles de la France, on les connaît : trop de dépenses publiques, persistance du chômage, absence d'ETI...). Il s'agit de compléter cette vision critique en identifiant des points forts, en abordant la France sur le versant positif. On montrera que loin d'être réfractaire aux changements et de décrocher, la France emprunte des voies originales pour s'adapter. Elle est en train de procéder aux mutations nécessaires, à sa façon, souvent moins flatteuse à court terme, mais plus soucieuse de la cohésion sociale et qui pourrait être plus efficace sur le long terme.

Mercredi 7 novembre ♦ 18h00 > 20h00

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



À la rencontre des grands économistes de demain

Président : Jean-François Pinton Président de l'ENS de Lyon ♦ **Golvine de Rochambeau**, Assistant Professor au département d'économie de Sciences Po Paris ♦ **Axelle Ferriere**, Chargée de Recherche au CNRS et « Assistant Professor » à l'École d'Économie de Paris ♦ **Jonathan Goupille-Lebret**, post-doctorant à l'École Normale Supérieure de Lyon et chercheur affilié à l'INSEAD et au World Inequality Lab ♦ **Valeria Rueda**, Post-doctorante en histoire économique et en développement à l'Université d'Oxford ♦ **Laurent Simula**, Professeur des Universités en sciences économiques École Normale Supérieure de Lyon & UMR GATE-LSE

La session « À la rencontre des grands économistes de demain » est organisée dans le cadre des JECO étudiants ; projet lancé pour l'édition 2018 des Journées de l'Économie en partenariat avec l'Université de Lyon et l'École Normale Supérieure de Lyon.

L'objectif de cette session participative est de favoriser la rencontre entre des délégations d'étudiants (en Master M1 ou M2 ou doctorat) et des jeunes économistes (ayant soutenu leur thèse il y a quelques années). 150 étudiants de France mais aussi du Maroc, du Sénégal, de Suisse et de Tunisie viendront discuter des travaux des jeunes économistes invités.

Mercredi 7 novembre ♦ 18h00 > 20h00

Amphithéâtre ENS de Lyon (Site Descartes), 15 Parvis René Descartes, Lyon 7

Métro B arrêt Debourg

après-midi



Les nouveaux entrepreneurs de l'urbain

Les mutations urbaines que nous connaissons, en France comme partout dans le monde, font naître de nouvelles vocations, des métiers hybrides, des formations expérimentales, des modèles économiques innovants qui mêlent culture de l'entrepreneuriat, sens de l'intérêt général, volonté de croiser les compétences et les projets, de tisser des liens entre les secteurs privés et publics, associatifs et institutionnels, les entreprises et le monde de la culture, de la création, de la science. Derrière chacun des projets collaboratifs, alternatifs, inclusifs, participatifs, temporaires ou transitoires qui changent le paysage urbain, il y a des femmes et des hommes qui ont décidé de s'inventer des métiers, des pratiques professionnelles et des modes de production de la valeur économique hors des sentiers battus : les nouveaux entrepreneurs de l'urbain. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Comment vivent-ils ? Quelles villes, quelle société sont-ils en train d'inventer ?

Table-ronde, revue de projets de Lyon et d'ailleurs, débat organisé par l'École Urbaine de Lyon, la Taverne Gutenberg, Intermède, Les ateliers La Mouche, Arty-Farty.

Mercredi 7 novembre ♦ 19h00 > 21h00

Halles du Faubourg, 10 impasse des chalets, Lyon 7

Tram T2 arrêt Route de Vienne

JEUDI 8 NOVEMBRE

matin



Voulons-nous vraiment plus de croissance ? (entretiens de l'AFSE)

Michèle Debonneuil, Inspecteur général des Finances ♦ **Martine Durand**, Chef Statisticien et Directrice des statistiques de l'OCDE ♦ **Pierre-Yves Geoffard**, Directeur de recherche CNRS ♦ **Sylvie Goulard**, Sous-gouverneure de la Banque de France ♦ **Dominique Méda**, Professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine et directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales ♦ **Jean-Luc Tavernier**, Directeur général de l'Insee, Vice-Président de l'AFSE

La croissance de la plupart des pays développés affiche un ralentissement tendanciel, qui passe notamment par un ralentissement de la productivité, qu'il s'agisse de la productivité du travail ou de la productivité globale des facteurs de production, travail et capital. Au fil du débat sur la stagnation séculaire, beaucoup a été dit et écrit sur la responsabilité des politiques économiques, ainsi que sur l'évolution du progrès technique et ses répercussions économiques (c'est le débat entre techno-optimistes qui pensent que les effets de la révolution digitale sont à venir, et les techno-pessimistes qui estiment que l'économie numérique est beaucoup moins porteuse de croissance que les vagues d'innovation antérieures).

Mais le débat a finalement assez peu porté sur ce qui pourrait être une évolution des préférences collectives : souhaitons-nous toujours autant qu'avant une croissance forte ? Et dans quelle mesure d'autres préoccupations ne viennent pas concurrencer, voire parfois prendre le pas sur ce désir de croissance :

- des considérations environnementales, qu'il s'agisse localement de préserver un cadre de vie, ou globalement de se préoccuper de la soutenabilité environnementale ;
- une demande de sécurité croissante, face au développement de nouveaux risques ;
- une plus grande attention à éviter les risques juridiques, qu'on pense à la « compliance » dans le secteur financier, ou à réunir un consensus, qu'on pense à la sécurisation de nouveaux projets d'infrastructures ;
- une évolution des politiques publiques en réponse au vieillissement de l'électeur médian.

Il ne s'agit pas tant de porter un jugement normatif sur la pertinence et la légitimité de ces préoccupations que de s'interroger sur les conséquences qu'elles peuvent avoir sur les décisions des acteurs économiques, privés et publics, et partant sur la croissance économique.

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

matin



Économie de l'intelligence artificielle

Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, Chaire « Institutions, Innovation, et Croissance » ♦ **Salima Benhamou**, Économiste au Département Travail-Emploi-Compétences de France Stratégie ♦ **Manuel Gea**, Économiste et député européen ♦ **Augustin Landier**, Professeur à Toulouse School of Economics ♦ **Modérateur : Philippe Escande**, Le Monde

Cette session va évoquer les effets potentiels de la révolution digitale et de l'intelligence artificielle sur la croissance, l'emploi et les inégalités. En quoi cette révolution technologique diffère-t-elle des révolutions précédentes (machine à vapeur, électricité...) ? Comment les institutions et politiques économiques doivent-elles s'adapter de façon que la révolution digitale génère davantage de croissance et une croissance plus inclusive ?

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

matin



Compétitivité : handicap majeur de l'économie française ?

Vincent Aussilloux, Directeur du Département économie de France Stratégie ♦ **Raphaël Chiappini**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux et membre du Laboratoire d'Analyse et de Recherche en Économie et Finance Internationales (LAREFI) ♦ **Michel Fouquin**, Conseiller au CEPII ♦ **Sarah Guillou**, Directrice adjointe à l'OFCE ♦ **Vincent Vicard**, Économiste au CEPII

Depuis 2005, les déficits commerciaux et courants de la France atteignent des niveaux importants (-2% du PIB en moyenne pour le commerce) et qui ne semblent pas se résorber en dépit des réformes entreprises. Et cela contrairement à ce que l'on constate chez des pays proches comme l'Espagne, la Pologne, ou l'Italie qui, de déficitaires, sont devenus excédentaires, ou comme l'Allemagne, l'Irlande ou les Pays-Bas qui accumulent des excédents considérables. Quelles sont les raisons de ces performances médiocres ?

Parmi les facteurs les plus souvent évoqués il y a :

- la faiblesse des PME face à la réussite des grandes entreprises ;
- certains secteurs ont vu leur solde se détériorer comme ceux de l'industrie automobile sans relais de nouveaux secteurs d'avenir ;
- le niveau de gamme insuffisant des exportations et une trop forte sensibilité des exportations aux taux de change ;
- une mauvaise orientation géographique des exportations ;
- une insuffisance de main-d'œuvre qualifiée...

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

matin



Villes moyennes : quel avenir hors des métropoles ?

Jean-Pierre Claveranne, CESER Auvergne-Rhône-Alpes ♦ **Michel-François Delannoy**, Directeur du Programme Action Cœur de Ville ♦ **Sylvie Fol**, Professeur d'Aménagement et Urbanisme Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne ♦ **Jérémie Peltier**, Directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès ♦ **Lucie Renou**, Chargée de projets, Institut Caisse des Dépôts et consignations pour la Recherche

Les villes moyennes sont des maillons importants de l'armature urbaine française. Elles sont à l'interface entre les territoires de faible densité et les territoires de forte densité et permettent ainsi l'accès aux réseaux, aux infrastructures, aux services à la plupart des français (CGET 2018). Pourtant, elles sont souvent perçues comme des territoires fragiles voire fragilisés. De plus en plus souffrent de processus de rétraction et voient leurs espaces urbains se dégrader, leur population diminuer, leurs locaux commerciaux devenir vacants, leur centre-ville se paupériser... (Fol et al. 2017). Dans la perspective de lutter contre ce phénomène, le gouvernement a lancé le plan national Action cœur de ville pour soutenir la revitalisation des centres villes. Parallèlement, d'autres petites et moyennes villes se portent très bien d'un point de vue économique (exemple de la commune des Herbiers ou encore de l'agglomération de Vitré en Bretagne dont la zone d'emploi a connu la plus grande augmentation d'emploi privé en France entre 2008 et 2015 - Bouba-Olga 2017).

Cette session propose de revenir sur quelques enjeux, notamment économiques, que connaissent les villes moyennes aujourd'hui. Alors que l'attention a longtemps été tournée vers les métropoles, ces territoires semblent avoir un rôle déterminant dans la cohésion territoriale. Quelles dynamiques socio-économiques ces villes moyennes connaissent-elles ? Comment pensent-elles leur développement ? Quel rôle des pouvoirs publics pour les accompagner au mieux ?

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

matin



Villes et agriculture

Carole Chazole, Enseignante-chercheure en sociologie ♦ **Carl Gaigné**, Directeur de Recherche, INRA ♦ **Jean-Christophe Gouache**, Directeur des Affaires Internationales et de la RSE, Limagrain ♦ **Julien Salanié**, Maître de conférences à l'IAE de l'Université de Jean Monnet et chercheur au GATE ♦ **Baudouin Niogret**, Cofondateur de Via Terroirs ♦ **Modérateur : Sabine Delanglade**, Les Echos

L'urbanisation engendre des problématiques nouvelles pour l'agriculture. En France l'étendue des aires urbaines françaises est telle qu'elles incorporent plus de 40% de la surface agricole utile. L'imbrication des villes et de l'agriculture est importante et anime des enjeux économiques, écologiques, sociaux ou alimentaires très forts qui font l'objet des politiques publiques nouvelles, notamment en matière de planification urbaine. Le système économique à l'interface ville-agriculture est complexe et les interactions ville-agriculture nombreuses. À cette interface on retrouve des enjeux de consommation urbaine de foncier, de prix du foncier agricole, de cadre de vie, de conflits d'usage, de transformation des systèmes agricoles, de la demande croissante d'aliments locaux, de structuration des filières agro-alimentaires nouvelles (vente directe, circuits-courts notamment) et plus généralement de durabilité des systèmes agro-alimentaires.

Ces interactions modifient profondément les structures agricoles et agro-alimentaires offrant d'une part de nombreuses opportunités pour l'agriculture mais posant aussi de nombreux défis. Les scientifiques se sont emparés de ces sujets et cette session propose d'apporter des éléments sur les avancées de l'économie pour la compréhension de cette interface, pour l'analyse des politiques publiques qui l'encadre et le développement de systèmes agro-alimentaires durables.

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Amphi CERA Tour Incity, 116 Cours Lafayette, Lyon 3

Métro B arrêt Gare Part-Dieu

Bus C13, C3 arrêt Halles Paul Bocuse

Tram T1 arrêt Part-Dieu

matin



Atelier 1 : quid de l'économie dans l'Union européenne ?

Le Centre d'information Europe Direct Lyon propose un atelier ludique pour comprendre l'économie dans l'Union européenne, et, par ce biais, mieux appréhender l'actualité européenne !

Le public cible sont les lycéens. L'atelier dure 1h30.

Animation destinée aux lycéens. Si vous êtes intéressé pour participer avec votre classe, merci de contacter alex.pommateau@fpul-lyon.org

Jeudi 8 novembre ♦ 9h00 > 10h30

Banque de France, 4 bis Cours Bayard, Lyon 2

Tram T1 arrêt Sainte-Blandine

matin



Relire l'histoire de l'Union européenne

Oriane Calligaro, Maître de conférences en science politique à ESPOL, Université Catholique de Lille ♦ **Daniel Cohn-Bendit**, Homme politique franco-allemand, Grand Témoin des Jéco 2018 ♦ **Emmanuel Mourlon Druol**, Senior Lecturer, l'Université de Glasgow ♦ **Laurent Warlouzet**, Professeur d'histoire à l'Université du Littoral-Côte d'Opale-HLLI ♦ **Modérateur : Sylvie Goulard**, Banque de France

Cette table ronde mettra en valeur les travaux de recherche récents sur l'histoire de l'Union européenne et discutera de leur intérêt pour penser les défis politiques, économiques et sociaux de l'Union à l'heure actuelle. Seront en particulier abordées l'histoire de l'Union monétaire, l'histoire de la politique de la concurrence, et la question de la construction de la mémoire et l'identité européenne.

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

matin



L'économie circulaire

Emeline Baume, 16^e Conseillère Métropole de Lyon, membre de la Commission Permanente Prévention des déchets et Économie circulaire • **Nolwenn Foray**, Fondation Ellen MacArthur • **Cécile Jolly**, Experte au département Travail-emploi-compétences de France Stratégie • **Joël Tronchon**, Directeur du Développement Durable et Délégué Général du Fonds de dotation Groupe SEB • **Hélène Valade**, Directrice du Développement Durable Suez • **Modérateur : Marine Lamoureux**, La Croix

L'économie circulaire vise à économiser les matériaux et l'énergie tout au long du cycle de vie d'un bien, de l'extraction au déchet. Comment passer d'une économie linéaire « Extraire, Fabriquer, Jeter » à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières ? Où en sont la France et l'Europe et quelles conséquences cette transformation peut avoir sur l'emploi ? Quels exemples vertueux expérimente-t-on sur les territoires et dans les entreprises ?

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Hôtel de Région, 1 esplanade François Mitterrand, Lyon 2

Tram T1 arrêt Hôtel de Région-Montrochet

matin



Une nouvelle politique agricole commune pour l'Europe ?

Henri Brichart, Premier Vice-Président de la FNSEA • **Pierre Dupraz**, Chercheur à l'INRA, SMART-LERECO (Rennes) • **Perrine Vandembroucke**, Enseignante, chercheur, ISARA Lyon • **Modérateur : Emmanuel Lechypre**, BFM TV et BFM Business

La première des politiques européennes par la taille de son budget et l'une des plus anciennes est au cœur de la négociation qui s'engage pour définir le nouveau cadre budgétaire de l'Union européenne à partir de 2021. La politique agricole doit-elle rester commune ? Est-il possible de mieux articuler les objectifs de préservation de l'environnement avec l'impératif de compétitivité et le développement des territoires ruraux ? Comment soutenir la transition écologique d'un secteur qui compte pour environ 20 % des émissions de gaz à effet de serre de la France alors que le pays doit viser la neutralité carbone d'ici à 2050 ? Est-il possible tout à la fois de soutenir l'emploi, les revenus agricoles, la préservation de la biodiversité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le développement rural, la préservation des paysages et des pratiques agro-pastorales mais également la compétitivité des filières agricoles françaises ?

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

matin



Réinventer l'Europe de l'énergie

Elie Cohen, Directeur de recherche CNRS • **François Dassa**, Directeur de la Mission Prospective et Relations Internationales d'EDF au sein de la Direction Innovation Stratégie et Programmation • **Gaspard Demur**, Assistant du Directeur Général de la DG ENERGIE • **Dominique Finon**, Directeur de Recherche émérite au CNRS, Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CNRS et ENPC) • **Hervé Laffaye**, Directeur général délégué de RTE, en charge des affaires européennes et de l'international et diversification • **Modérateur : Guillaume Duval**, Alternatives Économiques

Le bilan de la politique de l'énergie européenne est objet de débat : marché de gros de l'électricité sans direction, déclin des opérateurs électriques, retards dans la décarbonation du mix électrique, sécurité d'approvisionnement en recul.

La conciliation des trois objectifs de compétitivité, sécurité d'approvisionnement et lutte contre le réchauffement climatique, légitime

sur le papier, n'a pas donné lieu à l'élaboration de règles d'arbitrage et a conduit en pratique à privilégier l'objectif de compétitivité assimilé au démantèlement des incumbents et à négliger l'objectif de sécurité d'approvisionnement. L'Union de l'énergie a été dans ce contexte un objectif sans cesse recherché et sans cesse différé. Une éventuelle union devrait être pensée à nouveaux frais, elle devrait reposer sur un agenda explicite, formuler des priorités et s'y tenir, écarter l'agenda caché de sortie du nucléaire repenser le market design du secteur. C'est à cet exercice que se livreront les participants.

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

matin



L'arme du dollar

Michel Aglietta, Professeur émérite d'économie (université Paris-Nanterre), conseiller scientifique au CEPII et à France Stratégie • **Didier Bruno**, Membre du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes • **André Cartapanis**, Professeur d'économie et de finances internationales à Sciences Po Aix • **Natacha Valla**, Chef de la Division politique monétaire à la BCE • **Modérateur : Céline Boff**, Brief.eco

Usage d'une monnaie internationale et souveraineté des nations. L'usage d'une monnaie internationale est une facilité qui permet de réduire le coût des transactions internationales, plus cette monnaie est largement utilisée plus ces gains potentiels sont importants. De fait le dollar est à l'heure actuelle la seule monnaie véritablement internationale. Mais cet usage n'est pas neutre pour les utilisateurs : d'une part la politique monétaire du pays émetteur de cette monnaie a un impact sur l'économie mondiale dont elle règle la liquidité en fonction de ces seuls intérêts nationaux, d'autre part elle pèse sur la valorisation des dettes détenues en cette monnaie par les pays tiers. Plus grave encore lorsque cette monnaie est utilisée à des fins géopolitiques, comme dans le cas d'un embargo imposé unilatéralement à des pays comme l'Iran, en voulant de fait interdire toute transaction en dollar avec ce pays.

Face à ce défi quelles sont les alternatives possibles à l'usage du dollar, quelles sont en particulier les marges de manœuvre des Européens et des Chinois ?

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Amphi CERA Tour Incity, 116 Cours Lafayette, Lyon 3

Métro B arrêt Gare Part-Dieu

Bus C13, C3 arrêt Halles Paul Bocuse

Tram T1 arrêt Part-Dieu

matin



L'avenir de l'emploi et la gouvernance des entreprises

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne • **Pierre-Noël Giraud**, Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine • **Muriel Pénicaud**, Ministre du travail • **Alexandre Saubot**, PDG du groupe Haulotte • **Modérateur : Jean-Paul Chapel**, France 2

Les salariés sont-ils correctement traités par le « capitalisme contemporain » en ce qui concerne le partage des risques, le partage des revenus, les conditions de travail ? De plus, la structure des emplois ne se déforme-t-elle pas durablement dans un sens défavorable, avec la polarisation du marché du travail (concentration des emplois aux deux extrémités du marché du travail et disparition des emplois intermédiaires répétitifs) ? Une gouvernance différente des entreprises, donnant un rôle accru aux parties prenantes autres que les actionnaires, et qui pourrait réduire les difficultés des salariés, est-elle possible ?

Jeudi 8 novembre • 11h00 > 12h30

Centre culturel Saint-Marc, 10 rue Sainte-Hélène, Lyon 2

Métro A arrêt Ampère

Tram T1 arrêt Perrache

matin



Atelier 2 : quid de l'économie dans l'Union européenne ?

Le Centre d'information Europe Direct Lyon propose un atelier ludique pour comprendre l'économie dans l'Union européenne, et, par ce biais, mieux appréhender l'actualité européenne !

Le public cible sont les lycéens. L'atelier dure 1h30.

Animation destinée aux lycéens. Si vous êtes intéressé pour participer avec votre classe, merci de contacter alex.pommateau@fpul-lyon.org.

Jeudi 8 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Banque de France, 4 bis Cours Bayard, Lyon 2

Tram T1 arrêt Sainte-Blandine

matin



Quelle place pour les Sciences économiques et sociales dans le lycée demain et quelles SES ? (Idies)

Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, Chaire « Institutions, Innovation, et Croissance » ♦ **Elisabeth Chatel**, Maitre de conférences en sociologie (IDHES) ♦ **Erwan Le Nader**, Professeur de SES, Président de l'Association des professeurs de SES (Apses) ♦ **Pierre Mathiot**, Professeur de science politique à l'IEP de Lille, animateur de la mission sur la réforme du baccalauréat

L'enseignement des Sciences économiques et sociales, introduit voici maintenant cinquante ans au lycée, est à nouveau sur la sellette. Le nouveau format du lycée fait craindre une relative marginalisation de la discipline tandis que les programmes sont, une fois encore, en passe d'être redéfinis, faisant craindre à certains une dénaturation du projet porté par cette discipline originale, au carrefour des différentes sciences sociales. Cette table-ronde réunit les principaux acteurs du débat.

Jeudi 8 novembre ♦ 11h00 > 12h30

Université Lyon 3 - Amphi E-F, Niveau Mezzanine -

6 Rue Professeur Rollet, Lyon 8

Métro D arrêt Sans Souci

Bus 69, C7, C25, 296 arrêt Manufacture Montluc

Tram T4 arrêt Manufacture Montluc

après-midi



Relancer l'Europe : le débat politique

Daniel Cohn-Bendit, Homme politique franco-allemand, Grand Témoin des Jéco 2018 ♦ **François Villeroy de Galhau**, Gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil de la BCE ♦ **Modérateur : Marie Dancer**, La Croix

Au moment où l'Europe traverse une période politiquement tourmentée (Brexit, montée des populismes, débat budgétaire italien, etc.), renforcer le projet européen apparaît indispensable. Cela ne peut se faire sans le moteur franco-allemand, qui en est une condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante. L'accord franco-allemand de Meseberg de juin dernier offre une trame des principaux éléments d'un accord sur l'approfondissement de l'UEM : la poursuite impérative des réformes permettant de prévenir et le cas échéant de faire face aux prochaines crises ; le renforcement des nouvelles dimensions de l'intégration européenne que sont l'union bancaire ou l'union des marchés de capitaux. Mais l'Europe doit aussi permettre le rapprochement des peuples et la recherche de solutions communes face aux défis de notre époque, de la gestion de la crise migratoire à la transition digitale en passant par la préservation de son modèle social dans un contexte de vieillissement des populations. Ces questions alimenteront sans aucun doute les débats des élections européennes à venir en 2019.

Jeudi 8 novembre ♦ 14h00 > 15h30

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e

après-midi



L'Intelligence Artificielle au travail, un autre quotidien ?

Amélie Cordier, Directrice scientifique d'Hoomano ♦ **Pablo Jensen**, Chercheur CNRS au Laboratoire de Physique de l'ENS de Lyon et à l'Institut des Systèmes Complexes ♦ **Yves Le Bihan**, Président, Institut Français du Leadership Positif ♦ **Julien Maldonato**, Deloitte ♦
Modérateur : Dominique Leglu,

Comment le développement de l'intelligence artificielle (IA) va-t-il affecter nos existences et notre bien-être ? Le rapport sur l'IA rédigé par Cédric Villani, rendu public en mars 2018, souligne les potentialités de développement dans les champs de la santé, des transports, de l'environnement et de la défense liés à l'IA. Le développement de l'IA pourrait constituer la 4^e révolution industrielle, bouleversant l'organisation des entreprises et les métiers. Mais où en est-on réellement de la diffusion de l'IA dans la vie quotidienne et dans l'entreprise ? Comment éviter que le développement d'immenses opportunités nouvelles se fasse au détriment des plus fragiles ? Comment associer les perspectives nouvelles avec le respect des valeurs ? L'avènement de l'IA dans les entreprises impose également de réinventer la posture de leader économique. Si les systèmes intelligents parviennent à poser de meilleurs diagnostics et suggérer de meilleures décisions que les leaders humains, s'ils organisent plus efficacement l'intelligence collective pour trouver des solutions que ne le feraient ces leaders, alors que sera le « leader » de demain ?

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

Palais de la Mutualité, 1 place Antonin Jutard, Lyon 3

Métro D arrêt Guillotière

Bus C12 arrêt Guillotière ou C23 arrêt Fosse aux Ours

Tram T1 arrêt Guillotière

après-midi



Les nouvelles routes de la Soie ?

Jean-Raphaël Chaponnière, Chercheur associé à Asia Centre • **Alice Ekman**, Chercheuse, responsable des activités Chine du Centre Asie de l'IFRI • **Alain Labat**, Président de la Fédération des associations franco-chinoises • **Martin Landais**, Chef du Bureau Asie - Direction générale du Trésor • **Modérateur : Serge Marti**, Ancien rédacteur-en-chef économique au Monde

Initié par Xi Jinping en 2013, le projet des nouvelles routes de la Soie (OBOR) marque la volonté de la Chine, nouvelle première puissance économique mondiale, de dessiner une architecture de la mondialisation aux couleurs de la Chine. Le projet repose sur le développement à grande échelle d'infrastructures maritimes et terrestres reliant la Chine à l'Europe via l'Océan indien, le Proche-Orient par mer et via l'Asie centrale et la Russie par voie terrestre. Ce sont près de 900 à 1000 milliards de dollars d'investissements qui ont été recensés au niveau mondial. Ils comprennent la construction et la modernisation d'installations portuaires, de la Birmanie au Pakistan, du Sri Lanka à Djibouti, de voies de chemin de fer en Afrique de l'Est ou de réseaux gaziers en Asie centrale. Le rachat et/ou la modernisation portuaire en Grèce ou aéroportuaire au Portugal ou en France.

Les moyens mis en œuvre par la Chine sont considérables via notamment la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), fonds souverain chinois de la route de la Soie, et l'Exim Bank, Banque chinoise de développement. Les grands groupes chinois semi étatiques du BTP y ont une position forte. De nombreux pays se sont associés à ce projet en prenant des participations au capital de la banque. Les États-Unis se sont abstenus et ont tenté en vain de dissuader les Européens de le faire. Le financement du projet marque aussi la défiance de la Chine à l'égard des organismes multilatéraux tels que l'Asian Développement Bank trop dominés par le Japon et les États-Unis. C'est aussi un défi adressé au monde. Sans aller jusqu'à titrer « *la Chine encercle le monde* », comme Tom Hancock dans le Financial Times du 4 mai 2017, ce projet soulève des questions de souveraineté notamment pour l'Europe.

Quel est l'accueil des pays européens ? La Chine cherche, en négociant en bilatéral, à contourner l'Europe ses institutions et ses réglementations. Des questions de sécurité par exemple en matière d'infrastructure portuaires, aéroportuaires, ou énergétiques pourraient poser problème. Dans quelle mesure l'Union Européenne garde-t-elle son mot à dire ?

Dans quelle mesure aussi la guerre commerciale qui oppose la Chine aux États-Unis interfère-t-elle avec ce projet ?

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

Salle Molière, 18 Quai de Bondy, Lyon 5

Bus C3 arrêt Saint-Paul

après-midi



Les moyens de paiement

En matière de fonctionnement d'une banque et plus prosaïquement du compte bancaire et de ses moyens de paiement, les jeunes sont-ils vraiment avertis ? Ils connaissent a priori dès leur plus jeune âge la théorie et le pouvoir de l'argent plastique et électronique mais dans la pratique qu'en est-il vraiment ? L'éducation financière n'est aujourd'hui pas systématique au sein des familles qui parfois se reposent sur l'éducation nationale. Le sujet est vaste et chacun fait en fonction de ses moyens pour éduquer

les consommateurs de demain. Nous vous proposons à travers deux thématiques de découvrir de manière simple les rôles d'une banque (intermédiation, devoir de conseil, sécurisation des transactions...) et le fonctionnement du compte bancaire et de ses moyens de paiement (tarification, CB, chèque, paiements électroniques et gestion des incidents bancaires).

L'association Finances & Pédagogie a reçu l'agrément de l'éducation nationale et anime régulièrement des ateliers à destination de jeunes de la primaire aux études supérieures.

www.finances-pedagogie.fr

S'adresse aux lycéens, activité proposée par Finances & Pédagogie. L'atelier dure 1h30.

Si vous êtes intéressé pour participer avec votre classe, merci de contacter alex.pommateau@fpul-lyon.org.

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

Amphi CERA Tour Incity, 116 Cours Lafayette, Lyon 3

Métro B arrêt Gare Part-Dieu

Bus C13, C3 arrêt Halles Paul Bocuse

Tram T1 arrêt Part-Dieu

après-midi



Les nouvelles frontières de l'emploi et du chômage (Idies)

Anne-Juliette Bessonne, Sous-directrice à la DARES (Ministère de l'emploi et du travail) • **Jean-Marie Charon**, Sociologue des médias à l'EHESS • **Guillaume Duval**, Membre du CESE, éditorialiste à Alternatives Economiques • **Martial Garcia**, Secrétaire confédéral CFDT en charge des politiques de l'emploi et d'insertion

Même si le CDI à temps plein demeure la forme majoritaire de l'emploi, de nouvelles formes d'emploi apparaissent, dans un contexte marqué par la persistance du chômage de masse, un développement des emplois précaires et une demande des entreprises en faveur d'une plus grande flexibilité. Cette table-ronde permettra de dresser un état des lieux de la situation et s'interrogera sur les nouvelles protections à mettre en œuvre.

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

Université Lyon 3 - Amphi F, Niveau Mezzanine -

6 Rue Professeur Rollet, Lyon 8

Métro D arrêt Sans Souci

Bus 69, C7, C25, 296 arrêt Manufacture Montluc

Tram T4 arrêt Manufacture Montluc

après-midi



D'où venaient les morts de la 1^{ère} Guerre Mondiale

Antoine Parent, Professeur des Universités en sciences économiques, Sciences Po Lyon

L'objet de cette session est de réunir des chercheurs ayant travaillé sur l'analyse des morts de la Grande Guerre dans des dimensions jusque-là inexplorées, conjuguant analyse cliométrique, statistique, démographique, micro et macro-économétrique, stratégique, en recherche opérationnelle et géomatique. Cette session a un double objet : 1) restituer, promouvoir et valoriser des travaux inédits d'économistes sur la Grande Guerre ; 2) Promouvoir la visibilité et la plus large audience à ce thème à l'occasion de la célébration du centenaire de l'Armistice du 11 novembre 1918.

Les communications proposées ont ceci en commun qu'elles exploitent les fiches numérisées des soldats « Morts pour la France » de la base de données « Mémoire des Hommes » du Ministère de la Défense. L'objet est de traiter sur un plan quantitatif des questions dont l'aspect mémoriel est central dans la société française encore aujourd'hui. Six questions sont abordées sous l'angle de l'économie géographique, spatiale et démographique : la question (et l'explication) de la disparité régionale des morts de la Grande guerre, la question des inégalités de temps de survie au front des soldats « Morts pour la France », le profil statistique des fusillés sur l'ensemble de la période de guerre, la question de la rationalité des choix d'affectation des régiments sur le front dans le plan XVII Joffre, l'analyse en cartographie dynamique de la mobilité des régiments sur le front durant toute la période de guerre, enfin, une analyse quantitative des formes de la violence dans la société française d'après-guerre, après le retour du front. Le fil conducteur de cette session est d'essayer de tirer tous les enseignements d'histoire économique quantitative possibles des soldats qui sont morts pour la France.

• Introduction : Antoine Parent : « *La vie et rien d'autre* : Pour une cliométrie des Morts de la Grande Guerre »

- Antoine Parent : « *La vie et rien d'autre* », « *Y a-t-il eu des régions plus sacrifiées que d'autres* »
- Olivier Guillot (Univ. de Lorraine) : « *La mort au front : hasard ou déterminisme social ?* », « *Les fusillés de la Grande Guerre ont-ils tous été victimes d'idées pacifistes ?* »
- Jesus Gonzalez-Feliu (École des Mines de Saint-Étienne) : « *Quelle a été la logique de répartition des troupes sur le front au déclenchement des hostilités, le 2 Août 1914 dans le plan Joffre ?* »
- Gilles Gaba (Isfa, Univ. Lyon 1) et Stéphane Loisel (Isfa, Univ. Lyon 1) : « *Mouvements des régiments sur le front durant toute la période de guerre : cartographie et choix stratégiques du haut commandement* »
- Gilles Vergnon (Sciences Po Lyon) : « *Violence de guerre, violence de paix : Quantifier la violence de la société civile française d'après-guerre* »

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

Grand Amphithéâtre, Université de Lyon, 90 rue Pasteur, Lyon 7

Tram T1 arrêt Quai Claude Bernard ou T2 arrêt Centre Berthelot

après-midi



Repousser les limites de l'innovation

Naciba Chassagnon, Enseignant chercheur, HDR, Essca, École de management • **Valérie Revest**, Maître de conférence, HDR, Triangle, Université Lumière Lyon 2

Pendant de nombreuses années, la plupart des modèles d'innovation sont axés sur des modèles internes d'amélioration ou de développement dans les entreprises.

Dans des contextes où prévalent concomitamment l'hyper-compétition et l'économie de la connaissance, les entreprises n'arrivent plus à faire face seules aux environnements changeants et risqués qui les entourent. Pour s'adapter de manière efficace, les entreprises innovantes optent de plus en plus pour des stratégies d'ouverture de leurs activités d'innovations. Nous proposons une conférence débat, qui débutera par une présentation académique sur les plateformes d'innovations ouvertes.

Ce débat permettra d'exposer et d'échanger sur les innovations ouvertes, basées sur de fortes dimensions collaboratives et participatives, et d'évoquer leur impact sur les mécanismes de performance économique des entreprises.

Ce débat sera animé par Naciba Chassagnon (Enseignant chercheur, HDR, Essca, école de management). Valérie Revest (Maître de conférence, HDR, Triangle, université lumière Lyon2) fera une présentation précise de la plateforme innocente.

Plusieurs témoignages de professionnels mettant en place des plateformes d'innovations ouvertes rythmeront ces échanges.

Inscription par mail : naciba.chassagnon@essca.fr

Jeudi 8 novembre • 14h00 > 15h30

ESSCA School of Management, 7 rue Curie, Lyon 6

Métro B arrêt Brotteaux

Tram T1 arrêt Gare Part-Dieu Vivier Merle

après-midi



Les économistes sont-ils mieux outillés ?

Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, Chaire « Institutions, Innovation, et Croissance » • **Yann Algan**, Professeur d'économie à Sciences Po • **Annie Cot**, Professeur de Sciences économiques • **Roger Guesnerie**, Professeur émérite au Collège de France et Président d'honneur de l'École d'économie de Paris • **Jean-Luc Tavernier**, Directeur général de l'Insee, Vice-Président de l'AFSE • **Modérateur : Jean-Marc Vittori**, Les Échos

Cette session va discuter dans quelle mesure les économistes nous aident (ou non) à prévoir ou planifier le futur, à éviter les crises, à améliorer l'organisation de la société, à adapter les institutions au progrès technologique et à diriger le changement technologique de façon à garantir une croissance plus verte et plus inclusive.

Jeudi 8 novembre • 16h00 > 18h00

Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3

Métro B arrêt Place Guichard

Bus C13 et C14 arrêt Saxe-Préfecture

Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3^e
